

### Administration publique ( 30 )

#### En bref

L'administration publique reprend l'ensemble des institutions qui régissent le fonctionnement de la société. En ce, elle comprend l'administration générale, économique et sociale, les services de prérogative publique (affaires étrangères, défense, justice et activités d'ordre public et de sécurité civile) et la sécurité sociale obligatoire. Elle tire la majeure partie de ses ressources des contributions obligatoires.

L'administration publique a pour fonction principale de produire des services non marchands dans l'intérêt de la collectivité ; elle prend en charge des domaines socialement très pertinents : l'environnement, la problématique des réfugiés, la justice, la sécurité de la chaîne alimentaire, la politique carcérale, la lutte contre la fraude sociale et fiscale, la représentation de la Belgique à l'étranger, le bien-être, etc.

Le secteur de l'administration publique ne doit pas être confondu avec le secteur public en général. L'administration publique ne représente en effet qu'une partie du secteur public. L'enseignement, les transports, la santé, l'accueil de la petite enfance, ... en sont d'autres composantes.

À travers le travail de modernisation et de rationalisation entamé depuis plusieurs années, la Belgique œuvre pour une meilleure performance et efficacité de son administration publique. Les départs massifs à la retraite et la transition numérique constituent des défis majeurs pour ce secteur.

En 2020 et 2021, la crise liée à la Covid-19 a fortement accéléré, dans un délai très court, la digitalisation de l'ensemble de l'administration publique et le recours au télétravail pour le personnel de ce secteur et ce, dans tous les domaines (pouvoirs locaux, justice, Services publics fédéraux, ...) afin de maintenir, partiellement ou totalement, ses activités.

De plus, la crise sanitaire a mis en évidence le rôle essentiel des autorités locales dans la lutte contre la Covid-19. Grâce à leur proximité avec le citoyen et à leurs nombreuses missions de service public, ces collectivités sont en première ligne pour gérer les aspects sanitaires de la crise mais également les politiques de soutien aux différents acteurs de leurs territoires afin d'atténuer les incidences économiques et sociales.

Le secteur de l'administration offre de nombreuses possibilités d'emploi. Au-delà des métiers transversaux (administration, ressources humaines, communication, IT, etc.), d'autres métiers, parfois moins connus du grand public, existent. Très variés, tous ont néanmoins en commun le service au citoyen et à la collectivité.

	Nombre d'établissements en 2019	Nombre de postes de travail salarié en 2019	Nombre de travailleurs indépendants en 2019 (1)
Wallonie	2.687	123.249	149
Bruxelles-Capitale	893	103.201	33
Flandre	3.344	147.974	154
<b>Belgique</b>	<b>6.924</b>	<b>374.424</b>	<b>338</b>

Sources : ONSS - statistiques décentralisées juin 2019 et INASTI 2019, calculs le Forem

(1) Les indépendants exerçant en Belgique et résidant à l'étranger sont comptabilisés uniquement au niveau du pays. La somme des indépendants pour les 3 régions peut donc être inférieure au nombre d'indépendants en Belgique.

### Activités du secteur

#### Description du secteur

Le secteur (1) de l'administration publique regroupe les activités de nature gouvernementale habituellement exercées par l'administration publique. Ce secteur est divisé en trois sous-secteurs :

- **L'administration générale, économique et sociale.** Ce sous-secteur comprend:
  - l'administration publique générale (fédérale, communautaire et régionale, provinciale, communale, CPAS) ;
  - l'administration publique de la santé, de la formation, de la culture et des autres services sociaux ;
  - l'administration publique des activités économiques (agriculture, aménagement du territoire, énergies et ressources minières, transports, communications, etc.) ;
  - l'administration des affaires générales concernant l'emploi ; etc.).
- **Les services de prérogatives publiques.** Ce sous-secteur reprend les affaires étrangères, la défense, la justice (tribunaux, établissements pénitentiaires, etc.) et les activités d'ordre public et de sécurité civile (police fédérale et locale, la protection civile et les pompiers).
- **La sécurité sociale obligatoire.** Ce sous-secteur concerne l'administration de la sécurité sociale obligatoire (assurance maladie, accident et chômage ; pensions de retraite ; etc.), les mutuelles et caisses d'assurance soins.

Remarque : Les administrations publiques réalisent d'autres activités mais celles-ci peuvent être classées dans un autre secteur. Par exemple, la tutelle de l'éducation (réglementation, programmes, contrôle) relève du secteur " Administration publique ", mais pas l'activité d'enseignement proprement dite qui appartient au secteur " Education et Formation " ; un hôpital militaire ou de prison est classé dans le secteur de la " Santé " et l'enlèvement des ordures dépend du secteur " Environnement et Gestion des Déchets "

#### Le secteur aujourd'hui

Le secteur de l'administration publique est un important pourvoyeur d'emplois en Belgique. Avec plus de 370.000 postes de travail salarié en 2019, soit près de 10% de l'emploi total belge, il occupe la 4<sup>ème</sup> position tous secteurs confondus. (2)

Compte tenu de l'étendue de son action, les possibilités d'emplois au sein de l'administration publique (fédérale, wallonne et locale) sont larges et variées. (3)

Au-delà des fonctions dites transversales (administration, ressources humaines, communication, IT, etc.) et pour répondre aux diverses missions exercées par les services publics, on y rencontre des métiers spécifiques (4) - agents de police, militaires, sapeurs-pompiers, agents à la protection civile, magistrats, agents pénitentiaires, etc. - mais aussi parfois insoupçonnés (5). Au sein de la fonction publique wallonne, citons par exemple, les métiers d'acousticien, agent anti-braconnage, archéologue, conservateur-restaurateur, piégeur de rat musqué ou encore Monsieur Cimetière qui veille sur le patrimoine funéraire de la Wallonie.

Dans la fonction publique, on distingue le personnel statutaire, nommé à titre définitif après la réussite d'un concours de recrutement organisé par le Selor (6) - le bureau de sélection de l'administration publique - du personnel contractuel qui, comme dans le secteur privé, est lié à son employeur par un contrat de travail pour une durée déterminée ou indéterminée.

Selon l'ONSS (2), au sein de l'administration publique wallonne, un travailleur sur deux (50%) est employé sous statut contractuel (ouvrier ou employé). Les postes de hauts fonctionnaires s'exercent sous la forme d'un mandat. En Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles, ils sont accessibles aux titulaires du certificat en management public délivré par l'Ecole d'Administration publique (EAP) (7). L'EAP dispense aussi des formations destinées à améliorer en continu les compétences du personnel des administrations et des organismes d'intérêt public (OIP).

À travers le travail de modernisation et de rationalisation des services publics (simplification administrative, nouvelle culture de management, gouvernance participative, etc.), la Belgique ambitionne une meilleure

performance et efficacité de son administration en replaçant l'utilisateur, c'est-à-dire tout citoyen ou toute entreprise, au centre du dispositif. En cela, la transition numérique représente un enjeu majeur et ce, d'autant plus dans un contexte de compressions budgétaires.

Depuis quelques années, les différents niveaux de pouvoir ont établi des plans d'actions qui ébauchent la vision numérique à long terme et la déclinent en objectifs clairs dans le but d'améliorer la position de la Belgique et des régions dans le domaine du numérique?: Digital Belgium (8) et Digital Wallonia (9).

Au niveau régional, cette stratégie 2019-2024 traduit la volonté de faire de la Wallonie une référence en matière de numérique, y compris au sein de son administration (axe «?Administration numérique?»), au travers notamment de services en ligne et de l'activation de la donnée publique. Elle vise à offrir au citoyen wallon une expérience intégrée avec son administration quel que soit le canal, la démarche ou le niveau de pouvoir. Il faut mettre la donnée au cœur des décisions administratives, simplifier sa collecte et garantir son accessibilité. Cela implique de s'appuyer sur des règles communes et une gouvernance transversale dont l'objectif premier sera de satisfaire les usagers. Cela passera obligatoirement par un développement de l'expertise numérique des agents des services publics.

L'administration publique a débuté la numérisation de ses processus (dématérialisation des factures et des formulaires, mise en place d'e-guichets et de systèmes de transactions électroniques, échanges de données et ouverture des données publiques, «?Smart Cities?»), ... mais elle doit aussi pouvoir garantir le caractère inclusif de cette transition en veillant à l'accès et à l'appropriation des technologies par tous les citoyens, quels que soient leur situation socio-économique, leur origine géographique, leur culture, leur âge ou leur éventuel handicap.

En 2020 et 2021, la crise liée à la Covid-19 a fortement accéléré, dans un délai très court, la digitalisation de l'ensemble de l'administration publique et le recours au télétravail pour le personnel de ce secteur et ce, dans tous les domaines (pouvoirs locaux, justice, Services publics fédéraux, ...) afin de maintenir, partiellement ou totalement, ses activités. Mais c'est encore à une échelle trop faible, avec des solutions trop différentes, lourdes, peu intégrées et peu innovantes.

Dans ce cadre, une part importante du budget et des projets ayant reçu l'aval des autorités dans le cadre du Plan de relance et de résilience (fonds européens débloqués pour la relance dans chaque pays) sera consacrée à la digitalisation de l'administration tant au niveau fédéral que régional. Rien qu'en Wallonie, 63 millions d'euros seront octroyés pour la transformation numérique des processus de l'administration régionale et des pouvoirs locaux?: développement de solutions transversales et de réponses intégrées, formations et accompagnements à l'acquisition de nouvelles compétences, renforcement des infrastructures numériques, ... (10)

À l'échelle de la Belgique, 380 millions d'euros permettront d'accélérer la numérisation des services publics, avec notamment un focus sur la justice et les procédures judiciaires et les institutions de la sécurité sociale en relation avec les citoyens, les entreprises et les indépendants mais aussi de protéger la société contre les cybermenaces en investissant dans la cybersécurité. (11)

La crise sanitaire a également mis en évidence le rôle essentiel des autorités locales dans la lutte contre la Covid-19. Grâce à leur proximité avec le citoyen et à leurs nombreuses missions de service public, ces collectivités sont en première ligne pour gérer les aspects sanitaires de la crise mais également les politiques de soutien aux différents acteurs de leurs territoires afin d'atténuer les incidences économiques et sociales.

À noter que l'administration publique regroupe en Wallonie une grande part de salariés âgés de 55 ans et plus?; ce qui implique qu'un nombre élevé de travailleurs du secteur partiront à la retraite dans les prochaines années. L'administration publique ne devrait dès lors pas être épargnée par la pénurie de talents qui frappe le marché du travail. Certes, dans une optique de rationalisation des services publics et dans un contexte de développement continu des technologies numériques, tous les travailleurs pensionnés ne seront pas remplacés mais la question du transfert des connaissances n'en demeure pas moins cruciale.

Particulièrement attentive à la diversité et à l'égalité des chances, les principaux atouts de la fonction publique sont : un emploi stable, des opportunités de mobilité interne, un salaire attractif pour les débutants, une flexibilité permettant de concilier vie professionnelle et familiale, etc. À cela s'ajoute le sentiment de participer au bien-être collectif. L'administration publique wallonne a mis en place son propre site internet de recrutement (12). Les pouvoirs locaux et provinciaux, importants employeurs du secteur, organisent eux-mêmes leur recrutement mais l'Union des Villes et des Communes (UVCW) diffuse sur son site les offres d'emploi que lui communiquent les administrations communales et les CPAS (13). Enfin, les services de prérogative publique (police, défense, sécurité civile, ...) disposent eux aussi de leurs propres sites dédiés au recrutement (14).

## Positionnement économique du secteur

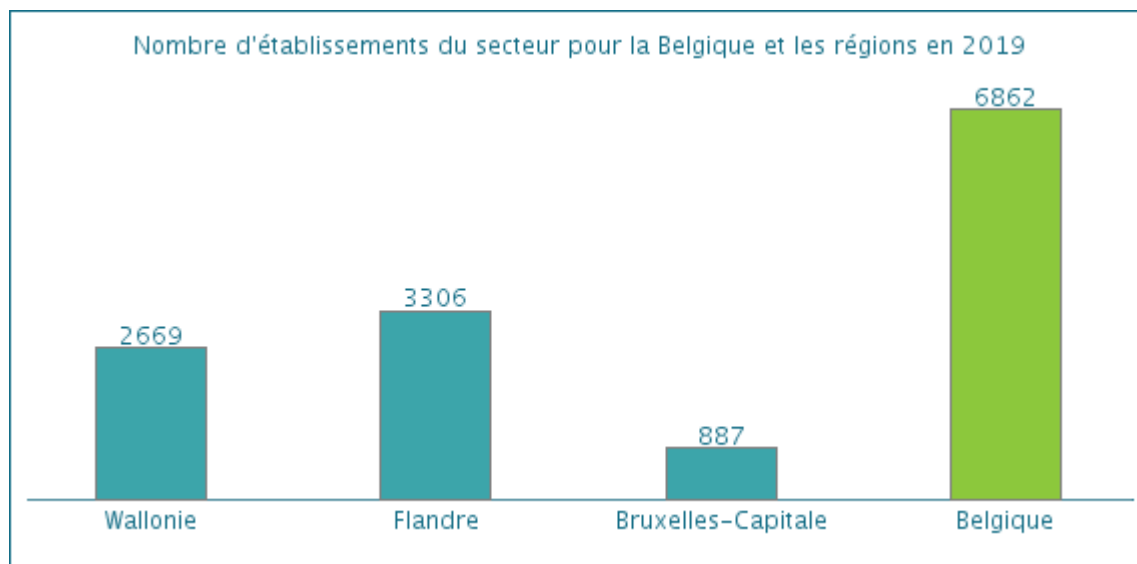
### Entreprises du secteur

#### Belgique

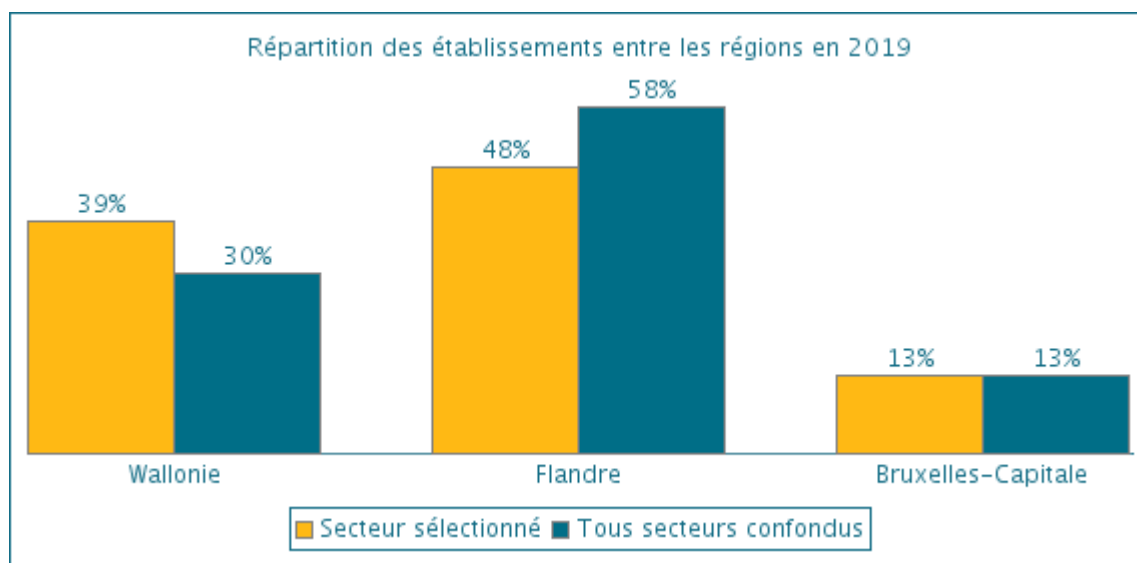
En 2019, le secteur de l'administration publique compte 6.862 établissements (1) en Belgique, soit plus de 2 % des établissements tous secteurs confondus.

La répartition géographique des établissements du secteur se démarque de celle de l'ensemble des secteurs. En effet, les établissements du secteur de l'administration publique sont surreprésentés en Wallonie: 39% des établissements du secteur contre 30% tous secteurs confondus. À l'inverse, 48% des établissements du secteur sont localisés en Flandre contre 58% tous secteurs confondus.

L'administration générale, économique et sociale compte le plus grand nombre d'établissements (4.484, soit 65%), devant la sécurité sociale obligatoire (1.499, soit 22%) et les services de prérogative publique (879, soit 13%).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2019, calculs le Forem



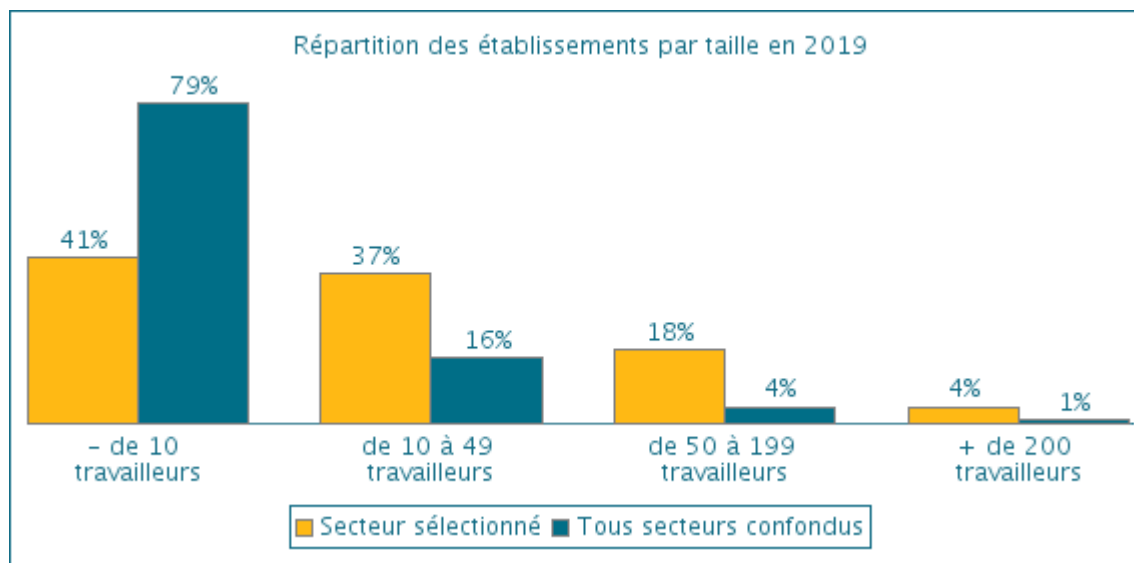
Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2019, calculs le Forem

## Wallonie

En 2019, la Wallonie dénombre 2.669 établissements issus du secteur de l'administration publique, soit 37% des établissements tous secteurs confondus. 77% de ces établissements comptent moins de 50 travailleurs. Les établissements de moins de 10 travailleurs sont néanmoins sous-représentés par rapport à l'ensemble des établissements tous secteurs confondus. En effet, seuls 41% des établissements du secteur ont moins de 10 travailleurs contre 79 % tous secteurs confondus.

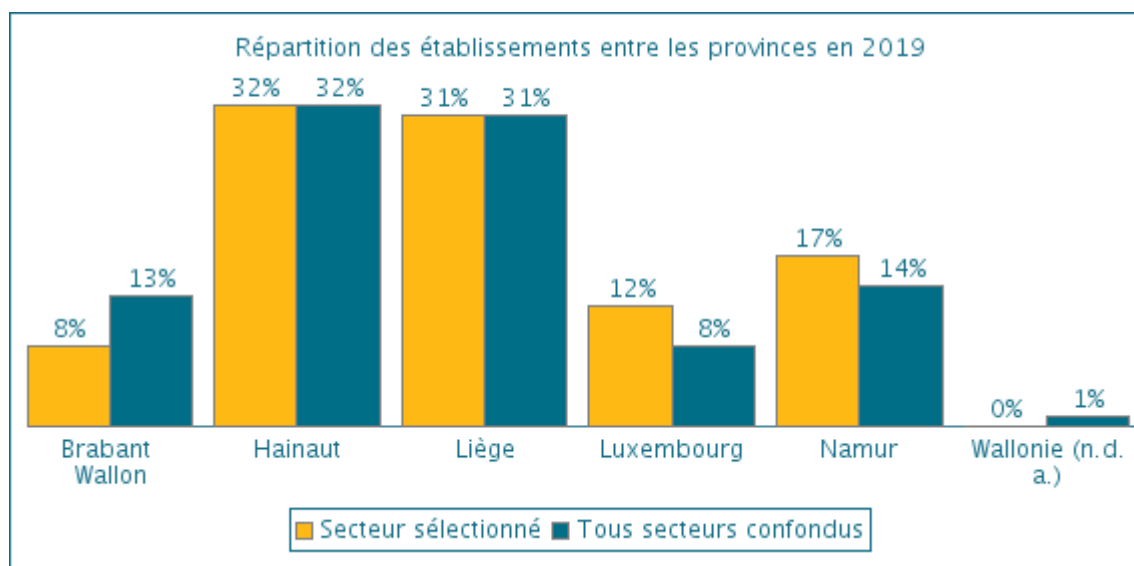
Cependant, avec plus de 47% d'entreprises de plus de 200 travailleurs, le secteur de l'administration est sur-représenté par rapport à l'ensemble des établissements tous secteurs confondus (moins de 1%).

Comme pour la Belgique dans son ensemble, c'est le sous-secteur de l'administration générale, économique et sociale qui compte le plus d'établissements au niveau wallon (1.859, soit 70%) suivi de celui de la sécurité sociale obligatoire (482, soit 18%) et des services de prérogative publique (328, soit 12%).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2019, calculs le Forem

Au sein du secteur, tout comme dans le reste de l'économie, les établissements sont principalement situés en provinces de Hainaut et de Liège. À noter que les provinces de Namur (17% contre 14% tous secteurs confondus) et de Luxembourg (12% contre 8%) comptent proportionnellement davantage d'établissements dans le secteur, contrairement à la province du Brabant wallon (8% contre 13%).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2019, calculs le Forem

(1) Le terme "établissement" désigne, pour les statistiques ONSS, l'unité d'établissement c'est-à-dire un lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse où s'exerce au moins une activité de l'entreprise. Il ne faut donc pas confondre avec la notion d'employeur (un employeur peut compter différentes unités d'établissement).

## Emploi dans le secteur

### Niveau d'emploi

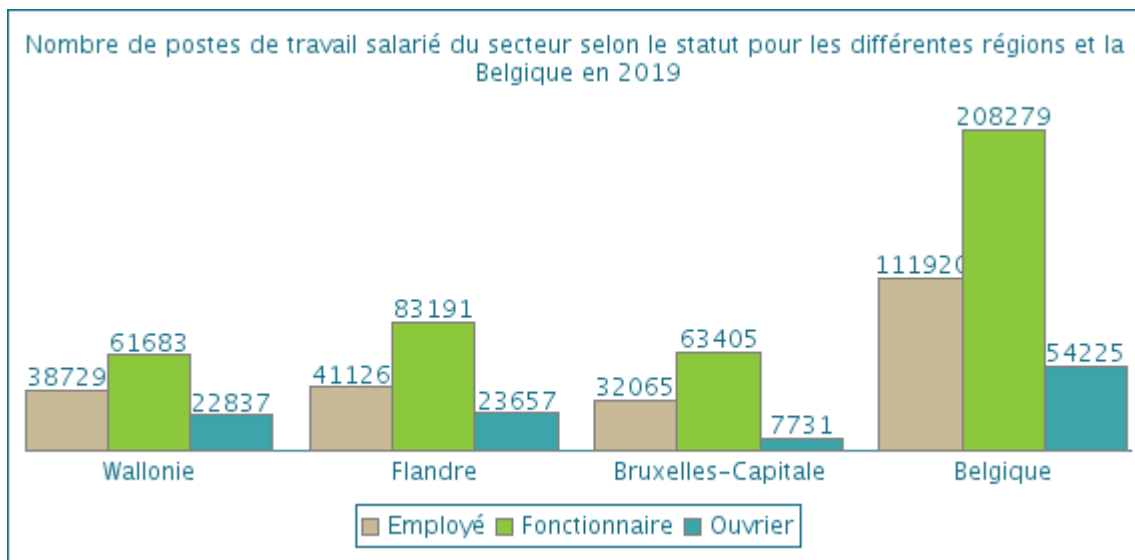
#### Belgique

Le secteur de l'administration publique est un important pourvoyeur d'emplois en Belgique. En 2019, il compte 374.424 postes de travail salarié (1), soit un peu plus de 9% de l'emploi total, ce qui le place en 4<sup>ème</sup> position, derrière les secteurs des services aux particuliers et aux entreprises, de l'éducation et de la formation et de la santé. Cette situation est stable depuis des années même si le nombre de postes de travail salarié diminue régulièrement depuis 2012 (- 5%).

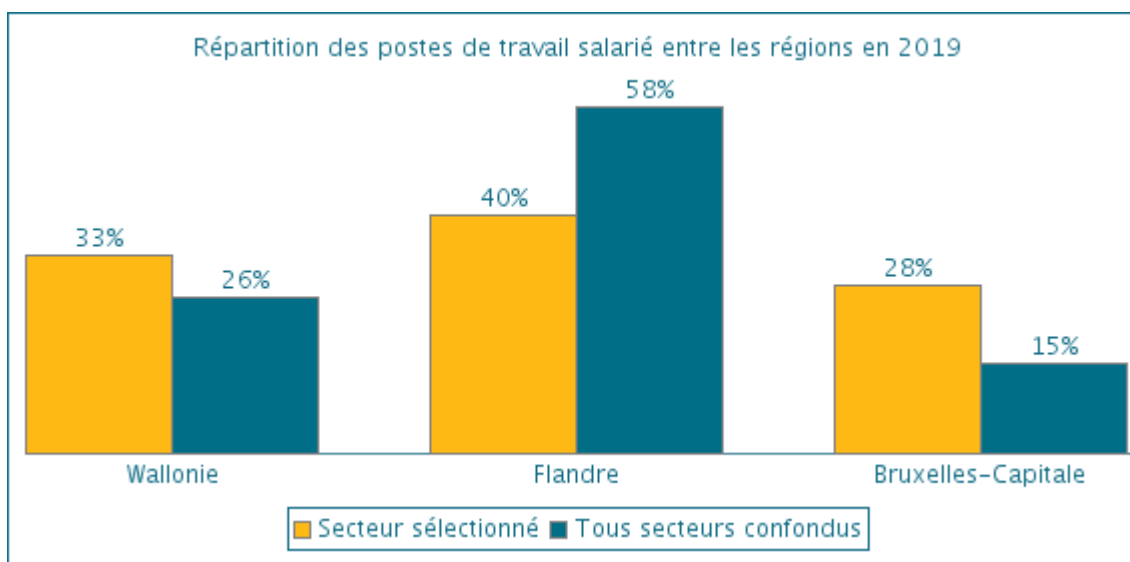
Dans le secteur, un peu plus d'1 personne sur 10 travaille sous le statut d'ouvrier (14,5%), 3 sur 10 sous le statut d'employé (30%) et 6 sur 10 en tant que fonctionnaire (56%). À noter qu'en Wallonie, les fonctionnaires (50%) sont proportionnellement moins nombreux qu'en Flandre (56%) et à Bruxelles-Capitale (61%).

La Flandre rassemble 40% des postes de travail salarié du secteur contre 33% en Wallonie et 28% à Bruxelles-Capitale. Cette répartition géographique diffère de celle de l'ensemble des postes de travail tous secteurs confondus. À l'inverse de la Flandre, la Wallonie et Bruxelles-Capitale comptent en effet proportionnellement plus de postes de travail salarié dans l'administration publique.

C'est le sous-secteur de l'administration générale, économique et sociale qui compte le plus de postes (231.203, soit 62%), suivi de celui des services de prérogative publique (111.569, soit 30%). La sécurité sociale obligatoire ferme la marche (31.652, soit 8%).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2019, calculs le Forem



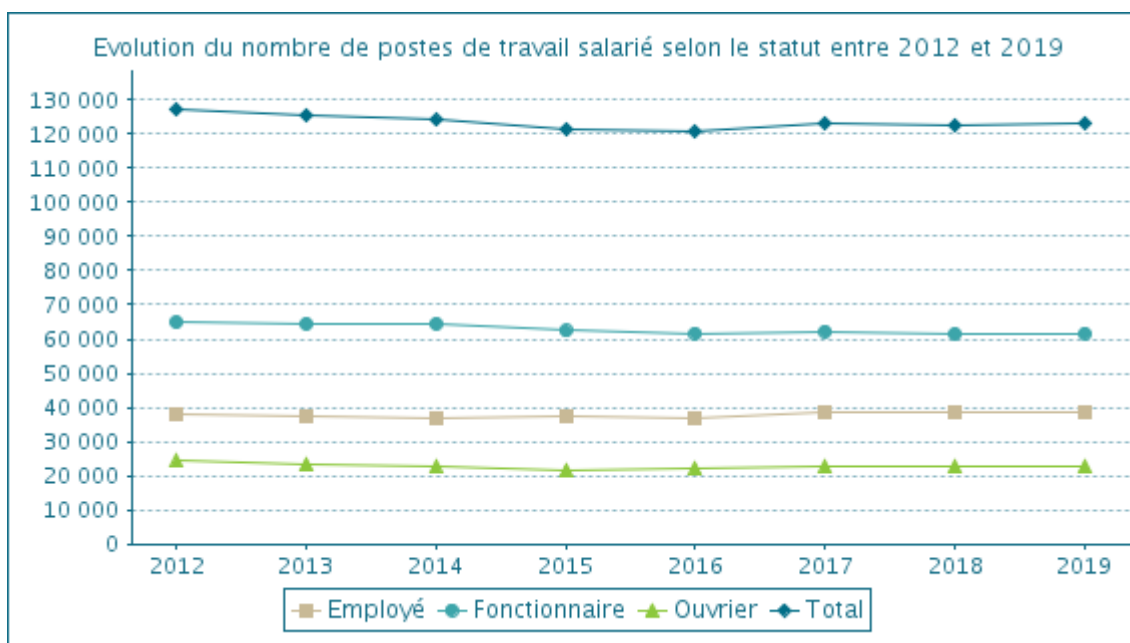
Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2019, calculs le Forem

### Wallonie

En 2019, le secteur de l'administration publique compte 123.249 postes de travail salarié en Wallonie, ce qui représente un peu moins de 12% de l'ensemble des postes de travail salarié wallons. En termes d'emplois, le secteur occupe ainsi la quatrième place en Wallonie, derrière les secteurs des services aux particuliers et aux entreprises, de la santé et de l'éducation et formation.

Les postes wallons se répartissent entre l'administration générale, économique et sociale (65% des postes), les services de prérogative publique (28,5%) et la sécurité sociale obligatoire (6,5%).

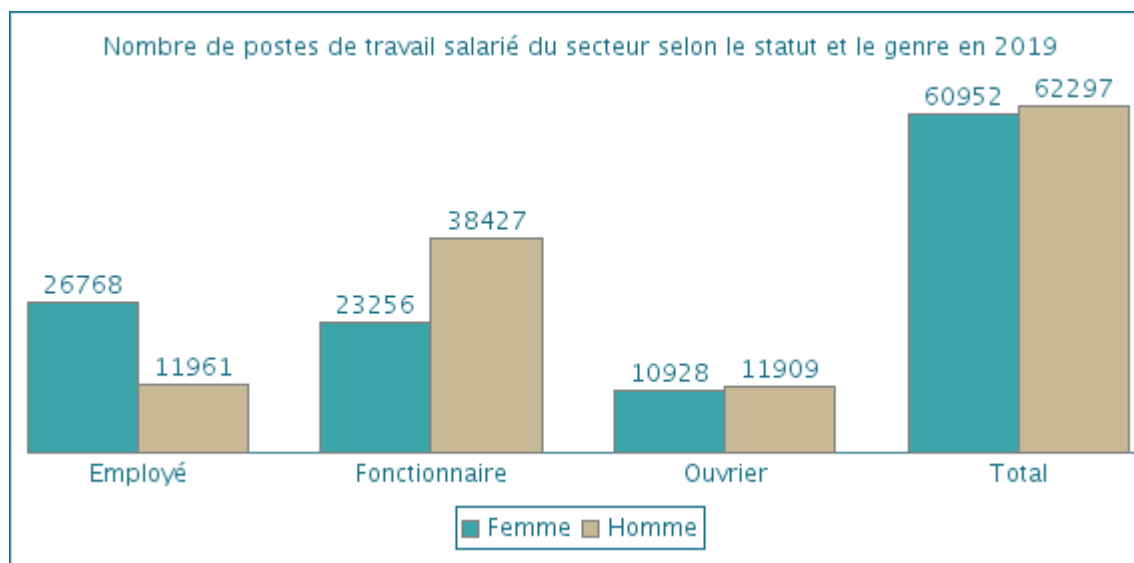
Entre 2012 et 2019, l'emploi dans le secteur a connu une baisse de près de 3% en Wallonie, contre 4,5% en Belgique. Entre 2018 et 2019, l'emploi salarié wallon du secteur a augmenté de 0,5%, contre -0,4 % en Belgique.



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2012-2019, calculs le Forem

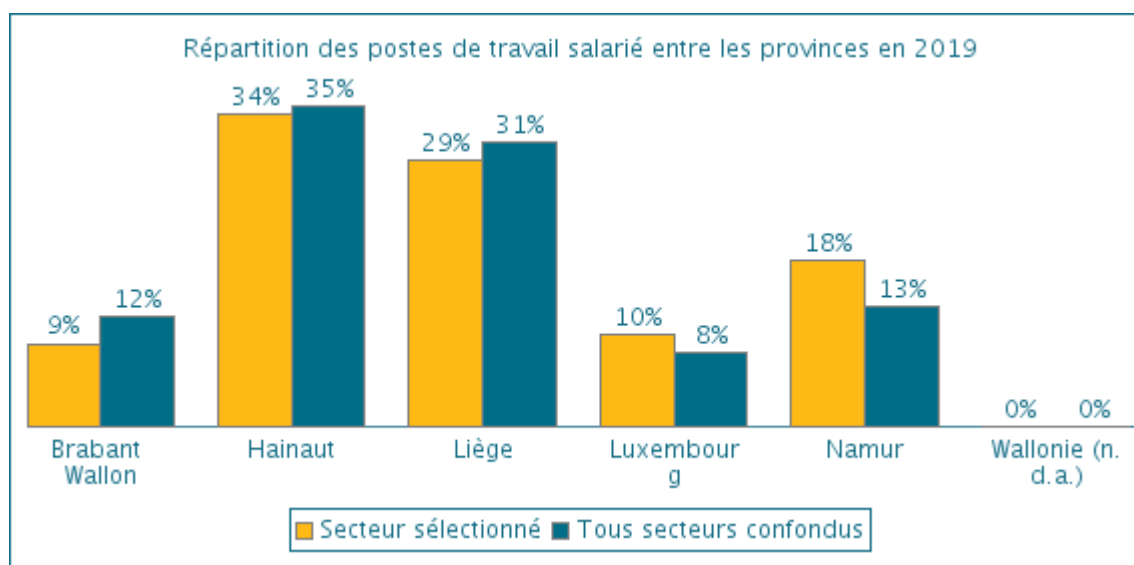
Les postes de travail salarié se répartissent équitablement entre les hommes (51%) et les femmes (49%). Mais cette répartition peut sensiblement varier d'un statut à l'autre.

Un peu moins de 2/3 des fonctionnaires sont des hommes (62%) et 1/3 sont des femmes (38%). Les proportions s'inversent pour les employés (69% de femmes pour 31% d'hommes). Enfin, parmi les ouvriers du secteur, la répartition est plus équilibrée. On dénombre 52% d'hommes pour 48% de femmes.



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2019, calculs le Forem

Au sein du secteur, tout comme dans le reste de l'économie, les postes de travail salarié wallons sont principalement situés en provinces de Hainaut (34%) et de Liège (29%). Le secteur est par ailleurs surreprésenté dans les provinces de Namur (18% contre 13% tous secteurs confondus) - capitale de la Wallonie et siège de l'administration régionale - et de Luxembourg (10 % contre 8%); l'inverse vaut pour la province du Brabant wallon (9% contre 12% tous secteurs confondus).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 30 juin 2019, calculs le Forem

## Associations sectorielles

Ci-dessous vous trouverez une liste non-exhaustive d'associations sectorielles (fédérations patronales, associations paritaires, centres de compétences, clusters ou autres).



APW	Association des Provinces wallonnes
	<a href="http://https://apw.be/">http://https://apw.be/</a>
DEFENSE	La Défense
	<a href="http://https://www.mil.be/fr">http://https://www.mil.be/fr</a>
EAP	Ecole d'administration publique
	<a href="http://https://www.eap-wb.be/accueil/">http://https://www.eap-wb.be/accueil/</a>
FEDWEB	Le portail du personnel fédéral SPF Stratégie et Appui (SPF BOSA)
	<a href="http://https://fedweb.belgium.be/fr/">http://https://fedweb.belgium.be/fr/</a>
FRCSPB	Fédération Royale des Corps de Sapeurs-Pompiers de Belgique
	<a href="http://www.frcspb.be">http://www.frcspb.be</a>
FWB	Fédération Wallonie-Bruxelles
	<a href="http://www.federation-wallonie-bruxelles.be/">http://www.federation-wallonie-bruxelles.be/</a>
Fédération des CPAS	La fédération des CPAS
	<a href="http://https://www.uvcw.be/espaces/cpas/">http://https://www.uvcw.be/espaces/cpas/</a>
JobPol	Jobpol - Site de recrutement de la Police Fédérale
	<a href="http://https://www.jobpol.be/fr">http://https://www.jobpol.be/fr</a>
Portail des pouvoirs locaux	Portail des pouvoirs locaux
	<a href="http://https://interieur.wallonie.be/">http://https://interieur.wallonie.be/</a>
Protection civile	Site de la protection civile
	<a href="http://https://www.civieleveiligheid.be/fr">http://https://www.civieleveiligheid.be/fr</a>
Recrutement Wallonie	Site de recrutement de la Fonction publique wallonne
	<a href="http://https://recrutement.wallonie.be/home.html">http://https://recrutement.wallonie.be/home.html</a>
SELOR	Bureau de sélection de l'administration fédérale
	<a href="http://https://www.selor.be/fr/">http://https://www.selor.be/fr/</a>
SPF-Justice	Service publique fédéral de la Justice
	<a href="http://https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/qui_est_au_tribunal/magistrats/devenir_magistrat">http://https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/qui_est_au_tribunal/magistrats/devenir_magistrat</a>
UVCW-JOBCOM	Union des Villes et Communes de Wallonie - Site de recrutement des pouvoirs locaux
	<a href="http://https://www.uvcw.be/jobcom/">http://https://www.uvcw.be/jobcom/</a>

## Commissions paritaires

La majorité des travailleurs de ce secteur ne relèvent pas de commission paritaire, mais quelques-uns peuvent toutefois dépendre des CP suivantes:

Numéro de la CP	Intitulé de la CP
200	Commission paritaire auxiliaire pour employés
335	Commission paritaire pour les organismes sociaux
337	Commission paritaire pour le secteur non-marchand

## Métiers du secteur

Les métiers les plus demandés par le secteur d'activités, c'est-à-dire classés par ordre décroissant du nombre d'opportunités d'emploi gérées par le Forem en 2020 en provenance de ce secteur.

### [Agent/agent de la sécurité et de l'ordre public \(11311\)](#)

Métiers du groupe: Agent de la sécurisation (1131106), Volontaire (Militaire du rang) (1131101), Sapeur pompier (1131102), Agent à la protection civile (1131105), Agent de police (1131104), Assistant de surveillance pénitentiaire (1131103)

### [Agent administratif/agent administrative des services au public \(12161\)](#)

Métiers du groupe: Collaborateur administratif des services au public (1216101)

### [Technicien/technicienne de la sécurité et de l'ordre public \(11312\)](#)

Métiers du groupe: Sous-officier d'armée (1131202), Inspecteur de police (1131201)

### [Télévendeur/télévendeuse \(14231\)](#)

Métiers du groupe: Opérateur call-center (1423101)

### [Agent administratif/agent administrative d'entreprise \(12121\)](#)

Métiers du groupe: Aide-comptable (1212101), Employé administratif (1212104)

### [Cadre dirigeant/cadre dirigeante de la fonction publique \(et assimilé\) \(33312\)](#)

Métiers du groupe: Cadre dirigeant de la fonction publique (3331201)

### [Informaticien/informaticienne d'étude \(32321\)](#)

Métiers du groupe: Architecte réseaux de télécom (3232107), Administrateur de systèmes d'information (3232106), Analyste informatique (3232101), Développeur informatique (3232102), Géomaticien (3232105), Spécialiste de réseaux (3232104), Web développeur (3232103)

### [Animateur/animateur généraliste de loisirs \(23131\)](#)

Métiers du groupe: Animateur d'atelier de centre de loisirs (2313101), Responsable de centre de loisirs (2313102)

### [Intervenant/intervenante d'action sociale \(23112\)](#)

Métiers du groupe: Assistant social (2311201), Conseiller conjugal et familial (2311202)

### [Agent/agent de sécurité et de surveillance \(11222\)](#)

Métiers du groupe: Détective privé (1122203), Steward hospitalier (1122204), Steward urbain (1122205), Agent de gardiennage (1122201), Gardien de la paix (1122206), Agent d'ambiance (1122207)

#### **Nettoyeur/nettoyeuse de locaux et de surfaces (11211)**

Métiers du groupe: Technicien de surface (1121101)

#### **Juriste (32141)**

Métiers du groupe: Notaire (3214104), Juriste (3214103), Avocat (3214101), Huissier de justice (3214102)

#### **Personnel d'éducation et de surveillance d'établissement d'enseignement (22141)**

Métiers du groupe: Accueillant extrascolaire (2214104), Accompagnateur de bus scolaire (2214103), Educateur en établissement scolaire (2214101), Orthopédagogue (2214102)

#### **Agent/agent(e) d'application des règles financières publiques (12151)**

Métiers du groupe: Gestionnaire de données contribuable (1215102), Enquêteur SPF Finances (1215101)

#### **Educateur-intervenant éducatif/éducatrice-intervenante éducative (23151)**

Métiers du groupe: Responsable de service éducatif (2315101), Educateur (2315102), Intervenant en accompagnement médicosocial (2315103)

#### **Cadre de la gestion des ressources humaines (32121)**

Métiers du groupe: Consultant en interim (3212105), Responsable des ressources humaines (3212101), Gestionnaire de paie (3212104), Assistant ressources humaines (3212103)

#### **Intervenant/intervenante auprès d'enfants (11113)**

Métiers du groupe: Assistant aux instituteurs maternels ou primaires (1111303), Responsable de structure d'accueil de la petite enfance (1111304), Accueillant d'enfants en milieu collectif (1111301), Accueillant d'enfants à domicile (1111302)

#### **Conseiller/conseillère en emploi et insertion professionnelle (23221)**

Métiers du groupe: Conseiller en emploi et insertion professionnelle (2322101), Accompagnateur socioprofessionnel (2322102)

#### **Conducteur/conductrice de travaux du bâtiment (61232)**

Métiers du groupe: Conducteur de travaux (6123201), Responsable sécurité et protection santé de la construction (6123202)

#### **Cadre charge/cadre chargée de la sécurité publique (32161)**

Métiers du groupe: Directeur d'établissement pénitentiaire (3216103), Officier de la protection civile (3216104), Officier d'armée (3216101), Officier des services d'incendie (3216105), Commissaire de police (3216102)

#### **Technicien administratif/technicienne administrative des services au public (12163)**

Métiers du groupe: Technicien administratif du service public (1216301)

#### **Technicien/technicienne des services comptables (12142)**

Métiers du groupe: Comptable (1214201)

#### **Architecte (61211)**

Métiers du groupe: Architecte paysagiste (6121102), Architecte (6121101)

#### **Chargé/chargée d'études techniques du bâtiment (61223)**

Métiers du groupe: Métreur - deviser (6122302), Technicien de bureau d'études en construction (6122301), Conseiller en énergie (6122303)

#### **Collaborateur/collaboratrice juridique (32142)**

Métiers du groupe: Collaborateur juridique (3214201)

## Codes NACE

Le secteur Administration publique est composé des codes Nace-Bel 2008 suivants :

84.1 Administration générale, économique et sociale

84.2 Services de prérogative publique

84.3 Sécurité sociale obligatoire

N.B. Cette plateforme d'information donne un éclairage sur différentes facettes du marché de l'emploi: les secteurs d'activités, les métiers et professions, les études et formations professionnalisantes. Elle n'a pas de prétention à fournir une analyse exhaustive de tous les aspects de l'activité du marché du travail.